

leurs besoins mutuels et de l'acceptation de leurs responsabilités les uns envers les autres par tous les pays en cause—les pays industrialisés, les pays exportateurs de pétrole et les pays en développement non producteurs de pétrole.»

L'Europe des Neuf, qui avait eu son propre Sommet, également à Venise et quelques jours avant la réunion des Sept, a réussi à faire avaliser, par le Japon et les deux pays nord-américains, les États-Unis et le Canada, un plan en quatre points d'économie du pétrole:

—accélération de la conversion des centrales au fuel en utilisant d'autres formes d'énergie;

—accélération du remplacement du pétrole dans l'industrie

—encouragement aux investissements pour économiser les énergies dans les bâtiments à usage résidentiel et commercial, et

—introduction de véhicules de plus en plus économes. Les gouvernements ont bien l'intention d'accélérer le changement des modèles en agissant sur «le prix de l'essence et la fiscalité».

Les Neuf de l'Europe ont présenté à la communauté des Sept pays les plus industrialisés du monde un ambitieux programme de production de nouvelles sources d'énergie, autres que le pétrole, et représentant l'équivalent de 15 à 20 millions de barils de brut par jour d'ici 1990.

En somme, après avoir à Tokyo promis de réduire leurs importations de pétrole, les pays industrialisés promettent à Venise de développer de nouvelles sources d'énergie pour réduire leur dépendance face à l'or noir.

Le message central qui ressort du communiqué des Sept sur l'énergie—un chapitre qui prend plus de 40 p.cent de l'ensemble du document—est qu'il faut «rompre le lien qui existe entre la croissance économique et la consommation du pétrole».

On ignore encore quelle forme pourra prendre ce dialogue. Il semble, selon des déclarations de M. Trudeau, qu'on n'assistera pas à la création d'une autre sorte de conférence. Le premier ministre canadien a indiqué que les Sept songent plutôt à faire une place aux pays producteurs de pétrole dans des institutions financières ou économiques internationales comme le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et certaines de ses filiales.

Dialogue Nord-Sud

La reconnaissance publique du poids économique—sinon politique—des pays producteurs de pétrole, a ainsi permis aux pays industrialisés de mettre pudiquement de côté une question dont ils n'étaient manifestement pas prêts à discuter à Venise: celle de la relance du dialogue Nord-Sud.

Il y avait peut-être un peu de naïveté de la part des fonctionnaires canadiens d'espérer que Venise serait l'occasion de cette relance. Le contexte politique et la conjoncture économique s'y prêtaient tellement mal qu'il était inutile de se bercer d'illusions à l'avance. La position des Sept part d'un constat économique tragique: la facture pétrolière des pays en développement a plus que doublé au cours des deux dernières années: elle dépasse maintenant 55\$ milliards, soit plus du double de l'aide fournie par les pays industrialisés au Tiers monde.